



UD FO77

**L' Union Départementale FORCE OUVRIERE de
Seine et Marne apporte son soutien plein et
entier aux syndicats d'enseignants qui appellent à
la grève
le 13 janvier 2022**

Le 11 janvier 2022

Un chaos sans nom règne aujourd'hui dans les écoles et les établissements scolaires.

La responsabilité en incombe totalement au ministre Blanquer qui depuis deux ans a refusé d'ouvrir des postes supplémentaires et de recruter en nombre des enseignants et de fournir du matériel pour mettre en sécurité enseignants et élèves.

Le résultat de cette politique : les enfants ont perdu et continuent à perdre de nombreuses heures de cours, les remplaçants manquent par milliers, un protocole qui change de jour en jour , aussi inefficace qu'inapplicable est imposé aux parents et aux personnels de l'Éducation nationale.

Les salariés doivent garder leurs enfants à la maison soit parce que la classe de leur enfant est fermée, soit parce que l'enfant est cas contact ou positif et doit être testé. Les directeurs d'écoles sont débordés et ne peuvent plus suivre et faire remonter aux autorités de santé l'ensemble de ces cas .

Tout le monde connaît la difficulté à se faire tester aujourd'hui en Seine et Marne: des heures de file d'attente, des centres de tests, des pharmacies débordées... Et c'est maintenant 3 dépistages qu'il faut faire passer à son enfant , en autotest si dur trouver et bien moins fiable que les tests PCR ou antigéniques avec en plus maintenant l'incohérence et le risque de ne plus faire tester à la seconde exposition au virus !!!

Alors que des milliards d'euros ont été injectés pour les entreprises et /ou leurs actionnaires, rien est fait pour les écoles, l'Hôpital ou les services publics pour leur permettre de fonctionner correctement, en toute sécurité , en y injectant les moyens financiers, matériels et humains à hauteur des besoins.

Au vu de cette situation ingérable, il est devenu très difficile pour les enseignants de remplir leur mission d'instruction et ce gouvernement continue sa stratégie destructrice de service public en planifiant de nouvelles fermetures de classes et de postes, dans les écoles, les collèges et les lycées pour septembre 2022 et en maintenant la réforme du BAC, du lycée et de Parcoursup, sacrifiant encore la jeunesse .

La FNEC FP-FO et ses syndicats, avec l'ensemble des fédérations syndicales de l'Éducation nationale ont décidé d'appeler à la grève ce jeudi 13 janvier, avec la FCPE notamment.

En Seine et Marne se préparent des rassemblements à MEAUX , MELUN , CHELLES ainsi qu'une manifestation à Paris à 14h, Métro Luxembourg, en direction du ministère de l'Éducation nationale. L'UD-FO 77 apporte son soutien plein et entier à ses syndicats SNUDI-FO, SNLC-FO ainsi qu'à tous les enseignants et leurs syndicats , appelle les salariés également parents d'élèves à participer massivement aux côtés des personnels de l'Éducation Nationale. Elle appelle également ces personnels à se mobiliser massivement le 27 janvier, journée de grève et de manifestation interprofessionnelle, à l'appel de FO, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, Fidl , UNL et MNL.

UD FO 77 - 2 rue de la Varenne - 77008 MELUN CEDEX
Tél. : 01 64 39 78 79 - Fax : 09 70 62 79 32 - Mail : udfo77@orange.fr
SIRET : 330 150 707 00025 - SIREN 330 150 707 - Site Internet : www.udfo77.com



49 protocoles sanitaires, aucun moyen pour les écoles ! Une seule réponse, la grève

Face au chaos généralisé du fait des décisions gouvernementales, pour le SNUDI-FO 77, il y a urgence à préparer la grève.

49 protocoles sanitaires mais toujours aucune livraison de masques chirurgicaux de type 2R ou FFP2, de gels hydroalcooliques, de lingettes virucides, aucun purificateur d'air ni de capteur de CO2, aucun recrutement anticipé de remplaçants, de médecins scolaires, de médecins de prévention... À cela s'ajoute un protocole sanitaire « hors sol » et des « consignes » souvent contradictoires, découverts dans la presse la veille pour le lendemain et aboutissant à une mise en danger des personnels, des élèves et de leurs familles, et à l'impossibilité d'enseigner !

Comme le SNUDI-FO 77 le revendique depuis le mois de mars 2020, Il aurait fallu que le ministère procède à un recrutement massif de professeurs pour alléger les effectifs dans les classes et assurer les conditions permettant de respecter la santé de chacun ! Il aurait fallu réquisitionner ou construire tous les locaux nécessaires pour créer les classes indispensables ! Il aurait fallu recruter en masse les agents d'entretien pour assurer les missions de nettoyage et de désinfection. Il aurait fallu fournir massivement les masques FFP2 gratuits, les tests systématiques, les purificateurs d'air, le gel les lingettes virucides, etc.

Qu'on ne prétende pas qu'il n'y avait pas d'argent ! Mis bout à bout, les fonds débloqués par le gouvernement pour les banquiers et les patrons depuis mars 2020 atteignent au total la somme de 600 milliards d'euros ! Plus de deux fois le budget de l'Etat, plus de 10 fois le budget de l'Education Nationale ! De quoi doubler le nombre de tous les fonctionnaires, qu'ils soient dans les écoles ou les hôpitaux !

A l'heure de cette rentrée, dresser un état des lieux précis des conditions de travail inacceptables qui prévalent dans les écoles, conduit à constater que :

- la disparition des mesures d'isolement spécifiques pour les cas contact à domicile entraîne, de fait, la présence de cas positifs dans les écoles
- sur l'ensemble du département, dès lundi 3 janvier, on assiste à des dizaines voire des centaines d'absences non remplacées avec comme conséquences des centaines voire des milliers d'**élèves sont renvoyés chez eux** au mépris du droit à l'instruction
- **les effectifs de classe évoluent chaque jour** en fonction des tests et autotests, avec pour conséquence **l'impossibilité pour les enseignants d'assurer leur mission d'enseignement**. Enseignants qui sont « invités » à mettre en œuvre la « continuité pédagogique », à cumuler présentiel et distanciel au mépris des textes réglementaires
- des directions et des équipes enseignantes sont amenées à contrôler des résultats de tests, des attestations sur l'honneur et forcées à tenir des tableaux quotidiens sur les élèves « habilités » ou non à entrer dans l'école pour reprendre la classe
- des directions sont contraintes d'inventer des documents que l'Éducation nationale aurait dû leur fournir : attestations employeur, explications du protocole aux familles ...
- des équipes sont confrontées à la colère légitime des parents dont les enfants ne peuvent être accueillis, devant récupérer leur enfant pour un énième test, ou réclamant des autotests que les pharmacies ne leur délivrent pas, faute d'informations, de consignes du gouvernement ou de stocks !

- des rendez-vous de carrière sont reportés la veille pour le lendemain, certains pour la deuxième ou troisième fois
- des dispositifs ULIS ou UPE2A sont à l'arrêt, les élèves étant maintenus dans une classe banale au mépris de leur droit à bénéficier d'une scolarisation adaptée.

Dans un contexte épidémique que le ministre de la santé qualifie lui-même de véritable « raz de marée », avec près de 300 000 contaminations par jour, le choix délibéré du gouvernement de faire reprendre les cours dès le 3 janvier, en augmentant sans limite définie le nombre de cas positifs pour déclencher la fermeture d'une classe, en conditionnant l'isolement à la bonne foi des parents, en ignorant les cas contacts intra-familiaux, ... est une décision extrêmement dangereuse et méprisante à l'égard des personnels des écoles qui font face à un risque accru de contamination à la covid-19.

Voilà où conduisent deux années durant lesquelles plutôt que d'anticiper les vagues successives, le ministre Blanquer s'est acharné à démanteler l'école et le statut de ses personnels.

Ainsi, le message est clair : en refusant les moyens nécessaires, en exposant les personnels et les élèves à la COVID, en utilisant la crise sanitaire pour aller toujours plus loin dans la déréglementation, la priorité du gouvernement n'est ni de combattre l'épidémie, ni de permettre que l'École assure sa mission d'enseignement !

Assurer le maintien de l'enseignement aux élèves impose au ministre Blanquer de prendre les dispositions pour recruter immédiatement, sous statut, des centaines de nouveaux enseignants afin d'assurer, remplacements, allègement des effectifs et sécurité de tous.

Pour faire plier le ministre qui s'obstine dans son refus de répondre aux revendications, une seule solution :

**La grève dans l'unité !
La grève dans l'unité pour :**

- Un plan d'urgence pour notre département, notamment le recrutement immédiat de plusieurs centaines d'enseignants afin d'assurer tous les remplacements, d'AESH (et la satisfaction de leur revendication d'un statut de fonctionnaire), d'infirmières, de médecins scolaires, d'assistantes sociales...
- des capteurs de CO2 dans nos classes, maintenant !
- des purificateurs d'air dans les cantines maintenant !
- des masques FFP2 maintenant pour tous les enseignants et AESH (au moins 2 par jour) !
- du gel hydroalcoolique et des lingettes virucides pour tous les personnels !
- des mesures dès le 1er cas, à l'inverse de la désorganisation actuelle permanente des classes et des écoles,
- des tests hebdomadaires pour toutes et tous sur les écoles, tests organisés par des personnels de santé et ne reposant pas sur les équipes enseignantes afin que soit brisée la chaîne de contamination.
-

Le SNUDI-FO 77 appelle tous les collègues à se réunir, à établir leurs revendications précises et à participer à la grève du 13 janvier !